



2015

REGLEMENT GENERAL DES MANIFESTATIONS COMMERCIALES

Version française

A propos d'UNIMEV

UNIMEV (Union française des métiers de l'événement) est la fédération professionnelle représentative des organisateurs de foires, salons, congrès et événements, des gestionnaires de sites (parcs des expositions et centres de congrès) et des prestataires de services dédiés en France. Forte de plus de 400 adhérents, elle représente près de 90% de l'activité du secteur, dont les plus grands noms de l'organisation, de l'accueil et de la prestation de services des manifestations en France et à l'étranger.

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

01.01 Champ d'application Le présent règlement a une portée générale et s'applique à toutes les manifestations commerciales organisées par les adhérents d'UNIMEV.

01.02 Maîtrise de l'organisation de la manifestation - L'organisateur détermine le lieu, la durée, les heures d'ouverture et de fermeture de la manifestation, le prix des espaces d'exposition, celui des entrées ainsi que la date de clôture des inscriptions. Il établit la nomenclature des produits ou services présentés et détermine les catégories de personnes ou entreprises admises à exposer ou visiter la manifestation.

En cas de nécessité impérieuse, l'organisateur se réserve le droit de modifier, à condition que cela ne modifie pas substantiellement le contrat initialement signé entre l'organisateur et l'exposant :

- avant la manifestation, et sous réserve d'un délai de prévenance raisonnable, les dates et lieu envisagés ;
- avant et pendant la manifestation, et sans avoir à prévenir l'exposant, les agencements et aménagements général et particuliers, les horaires d'ouverture et la programmation des animations.

01.03 Devoir d'information générale - L'organisateur a un devoir d'information générale sur le fonctionnement général de la manifestation commerciale.

01.04 Pouvoir de décision en cas de menace pour la sécurité du public - L'exposant confie à l'organisateur le soin d'apprécier si la manifestation doit être interrompue ou évacuée en cas de menace pour la sécurité du public et s'engage à ne pas lui en faire grief a posteriori.

01.05 Annulation ou report de la manifestation pour insuffisance du nombre d'inscrits - L'organisateur peut annuler ou reporter la manifestation s'il juge insuffisant le nombre d'exposants inscrits. L'exposant inscrit se voit alors restituer le montant des sommes versées. Jusqu'au jour de la clôture des inscriptions, l'exposant assume la totalité des risques liés à la non réalisation éventuelle de la manifestation et notamment la charge exclusive des frais qu'il aura cru devoir engager en prévision de sa participation à la manifestation.

01.06 Annulation ou report de la manifestation pour cas de force majeure - L'organisateur peut annuler ou reporter la manifestation en cas de force majeure.

Constituent des cas de force majeure justifiant, à tout moment, l'annulation ou le report de la manifestation, toute situation nouvelle, sanitaire, climatique, économique, politique ou sociale, à l'échelon local, national ou international, non raisonnablement prévisible au moment de la communication sur la manifestation auprès des exposants, indépendante de la volonté de l'organisateur, qui rend impossible l'exécution de la manifestation ou qui emporte des risques de troubles ou désordres susceptibles d'affecter gravement l'organisation et le bon déroulement de la manifestation ou la sécurité des biens et des personnes.

Le sort des sommes versées, en cas de report de la manifestation, est déterminé dans le règlement particulier de chaque manifestation.

CHAPITRE 2 - DEMANDE DE PARTICIPATION ET DECISION D'ADMISSION

02.01 Formulaire de demande de participation - La demande de participation s'effectue au moyen du formulaire établi par l'organisateur qu'il diffuse sous format numérique ou imprimé. Ni la diffusion de ce formulaire, ni l'encaissement d'un règlement par l'organisateur, ne valent admission à exposer.

02.02 Engagements pris par le postulant dans sa demande de participation - L'envoi de la demande de participation :

- vaut acceptation de toutes ses prescriptions dont celles que des circonstances particulières ou nouvelles imposeraient ;
- constitue un engagement de respecter l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires en vigueur ;
- constitue un engagement ferme et irrévocable de payer l'intégralité du prix de la prestation et des frais annexes, à moins que l'organisateur ne refuse la participation demandée.

02.03 Admission des demandes - L'organisateur, ou le comité de sélection qu'il a mis en place, instruit les demandes de participation et statue sur les admissions.

L'organisateur est seul juge de la définition et de l'organisation de l'offre de sa manifestation commerciale. Il se réserve le droit de rejeter, à titre provisoire ou définitif, toute demande de participation qui ne satisferait pas aux conditions requises, soit au regard des stipulations du formulaire de demande de participation, soit de celles du Règlement général des manifestations commerciales, du règlement particulier ou de la nomenclature de la manifestation, soit encore en considération de l'ordre public et des lois et règlements en vigueur.

L'acceptation de la demande de participation est constatée par la réponse de l'organisateur à l'exposant.

02.04 Motivation de la décision d'admission - L'organisateur n'est pas tenu de motiver les décisions qu'il prend sur les demandes de participation.

02.05 Déclaration par l'exposant d'éléments nouveaux justifiant un réexamen de sa demande - L'exposant informe l'organisateur de tout élément ou événement survenu ou révélé depuis sa demande de participation, de nature à justifier un réexamen de sa demande de participation.

02.06 Révocation par l'organisateur de sa décision d'admission prononcée sur la foi d'indications erronées, inexactes ou devenues inexactes - L'organisateur se réserve le droit de demander, à tout moment, tout renseignement complémentaire en rapport avec ce qui précède et, le cas échéant, revenir sur sa décision d'admission prononcée sur des indications erronées, inexactes ou devenues inexactes. L'acompte versé reste, conformément à l'article 03.02, acquis à l'organisateur qui se réserve, en outre, le droit de poursuivre le paiement de la totalité du prix de la prestation.

02.07 Désistement de l'exposant - Le règlement particulier de la manifestation peut définir les conditions et modalités selon lesquelles l'exposant admis peut se désister.

L'organisateur reste créancier du solde du prix non encore versé en cas de non-participation, pour quelque cause que ce soit, de l'exposant admis à exposer.

CHAPITRE 3 - PRIX DE LA PRESTATION FOURNIE A L'EXPOSANT

03.01 Prix de la prestation – Le prix de la prestation fournie à l'exposant est déterminé par l'organisateur et peut être révisé en cas de modification des dispositions fiscales.

03.02 Versement d'un acompte - L'organisateur peut prévoir le versement d'un ou plusieurs acomptes qui lui demeurent irrévocablement acquis. Il peut conditionner l'examen de la demande au versement de tels acomptes.

Conformément aux dispositions de l'article 03.05, l'organisateur se réserve en toute hypothèse la possibilité de résilier le contrat conclu avec l'exposant lorsque celui-ci n'a pas versé le ou les acomptes initialement convenus dans le délai prévu.

03.03 Frais d'inscription - L'organisateur peut prévoir le paiement de frais d'inscription destinés à couvrir le coût de la gestion administrative de l'ouverture d'un dossier. Le montant de ces frais d'inscription peut rester acquis à l'organisateur quelle que soit la suite donnée à la demande de participation.

03.04 Conditions de paiement - Le paiement de la prestation se fait aux échéances et selon les modalités déterminées par l'organisateur.

03.05 Défaut de paiement - Le non-respect par l'exposant des échéances stipulées autorise l'organisateur à faire application des dispositions de l'article 06.02-*Défaillance de l'exposant*, et en particulier de ses 2^e et 3^e alinéas.

Tout retard de paiement entraîne l'application d'intérêts de retard calculés dans les conditions prévues par l'article L.441-6 (alinéa 12) du Code de commerce. L'exposant en situation de retard de paiement est en outre redevable, de plein droit, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

CHAPITRE 4 - ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

04.01 Maîtrise de l'attribution des emplacements par l'organisateur - L'organisateur établit le plan de la manifestation et effectue la répartition des emplacements librement, en tenant compte si possible des désirs exprimés par l'exposant, de la nature des produits et services qu'il présente, de la disposition de l'espace d'exposition qu'il se propose d'installer ainsi que, si nécessaire, de la date d'enregistrement de la demande de participation.

Les plans communiqués et la désignation des lots comportent, si le lieu de la manifestation s'y prête, des cotes aussi précises que possible.

L'organisateur conserve, pour tenir compte des contingences d'organisation de la manifestation, la possibilité de modifier la répartition initialement prévue, ainsi que l'importance et la disposition des surfaces demandées par l'exposant, en considération d'éléments objectifs. Cette modification n'autorise pas l'exposant à résilier unilatéralement son engagement de participation.

04.02 Détermination de quotas de surface par secteur d'activité - L'organisateur peut, dans le cadre du règlement particulier de chaque manifestation, déterminer une surface d'exposition maximum par type d'activité ou de service commercialisé et/ou un nombre d'exposants maximum. L'acceptation de la demande de participation de chaque exposant sera alors fonction des espaces encore vacants dans le secteur d'activité considéré lors de la demande de participation.

04.03 Impossibilité de revendiquer un droit quelconque sur un emplacement - L'exposant ne peut en aucun cas revendiquer un droit de priorité ou d'automaticité sur un emplacement d'une session sur l'autre. La participation à des manifestations antérieures ne crée en faveur de l'exposant aucun droit lié à cette antériorité.

04.04 Contraintes liées à une animation programmée - Les plans communiqués précisent le lieu et la nature des animations organisées lors de la manifestation commerciale. L'exposant est informé par l'organisateur des avantages et des éventuels inconvénients liés à la proximité de son espace par rapport à l'animation. Faute de

contestation dans un délai raisonnable avant l'ouverture au public de la manifestation commerciale, l'exposant est présumé accepter ces éventuelles contraintes et renonce à toute action contre l'organisateur.

CHAPITRE 5 - MONTAGE, AMENAGEMENT ET CONFORMITE DES ESPACES D'EXPOSITION

05.01 Délai de montage - Le « guide » ou « manuel de l'exposant » propre à chaque manifestation indique le délai imparti à l'exposant avant l'ouverture au public de la manifestation pour aménager son espace et y entreposer ce dont il aura besoin durant la manifestation.

05.02 Charte UNIMEV - L'exposant est tenu de se conformer pendant la période de montage à la charte professionnelle visant à organiser l'hygiène et la sécurité des salariés en situation de coactivité pendant les opérations de montage et de démontage des manifestations commerciales adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 2 juillet 2010 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>.

05.03 Entrées/sorties de marchandises sur le site - L'exposant est tenu de se conformer aux instructions de l'organisateur relatives à la réglementation des entrées et sorties de marchandises, en particulier en ce qui concerne la circulation des véhicules dans l'enceinte de la manifestation.

05.04 Respect du terme fixé pour les activités de montage - Les exposants, ou leurs préposés, doivent avoir terminé leur installation aux dates et heures limites fixées par l'organisateur. Passé ce délai, aucun emballage, matériel, véhicule de transport, entrepreneur extérieur, ne peut, sous quelque motif que ce soit et quelque fait dommageable que cela soit pour l'exposant, accéder ou rester sur le site de la manifestation.

05.05 Réception des colis et marchandises par les exposants ou leurs préposés - L'exposant, ou son préposé, assure le transport, la réception, l'expédition de ses colis et marchandises ainsi que la reconnaissance de leur contenu. Si l'exposant ou son préposé n'est pas présent pour recevoir ses colis ou marchandises, l'organisateur peut les refuser sans que l'exposant ne puisse prétendre à réparation d'un quelconque préjudice.

05.06 Respect de l'intégrité et de la sécurité du site - L'aménagement des espaces ne doit, en aucun cas, endommager ou modifier les installations permanentes du lieu d'exposition et ne doit pas porter atteinte à la commodité ou à la sécurité des autres exposants et des visiteurs. Tout dommage causé par l'exposant restera à sa charge. A ce titre, l'exposant doit souscrire une assurance dommage.

05.07 Conformité de l'aménagement de l'espace d'exposition - La décoration particulière de l'espace d'exposition est effectuée par l'exposant et sous sa responsabilité. Elle ne doit pas gêner la visibilité des signalisations et équipements de sécurité, la visibilité des espaces voisins, et être conforme aux dispositions éventuelles du règlement particulier de l'organisateur ou du site d'accueil et du « guide » ou « manuel de l'exposant ».

05.08 Conformité des matériaux utilisés - Les matériaux utilisés pour aménager l'espace d'exposition, y compris les tentures et les moquettes, doivent être conformes à la réglementation en vigueur, l'organisateur se réservant le droit, à tout moment et aux frais de l'exposant, de faire enlever ou détruire tout matériel ou installation non conforme.

05.09 Intervention de l'organisateur en vue de la suppression/modification d'installations de l'exposant - De sa propre initiative ou à la demande d'un exposant qui s'estime lésé, l'organisateur se réserve, avant l'ouverture au public et pendant le déroulement de la manifestation, le droit de faire supprimer ou modifier les installations qui

gênent les exposants voisins ou le public, ou ne sont pas conformes aux dispositions du règlement particulier de la manifestation ou aux plans/projets particuliers préalablement soumis à son agrément, le cas échéant.

05.10 Respect de la réglementation de l'hygiène et de la sécurité - L'exposant ou toute personne dûment mandatée pour le représenter devra être présent sur son espace lors de la visite des services chargés de la sécurité et se conformer, tout au long de la manifestation, aux mesures de sécurité imposées par les Pouvoirs Publics et aux mesures de sécurité prises par l'organisateur ou le gestionnaire de site.

CHAPITRE 6 - OCCUPATION ET UTILISATION DES ESPACES D'EXPOSITION

06.01 Interdiction de céder, sous-louer, échanger un emplacement - Il est interdit aux exposants participant à la manifestation commerciale de céder, sous-louer, échanger, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie de l'emplacement attribué par l'organisateur.

06.02 Défaillance de l'exposant - L'exposant qui, pour une cause quelconque, n'occupe pas son espace le jour de l'ouverture de la manifestation, ou à la date-limite d'installation fixée par l'organisateur, est considéré comme ayant renoncé à son droit à exposer.

L'organisateur peut librement disposer de l'espace d'exposition qui lui avait été attribué, sans que l'exposant défaillant ne puisse réclamer ni remboursement ni indemnité, et supprimer tout visuel relatif à ses produits ou services.

Les sommes versées ou restant dues au titre de la prestation sont acquises à l'organisateur qui en poursuit le paiement, même si un autre exposant vient à bénéficier de l'espace d'exposition.

06.03 Participation à un espace d'exposition collectif - Plusieurs exposants peuvent être autorisés à réaliser une présentation d'ensemble à condition que chacun d'eux ait obtenu au préalable l'agrément de l'organisateur, ait souscrit une demande de coparticipation, et se soit engagé à payer les droits d'inscription.

06.04 Produits ou services présentés - Sauf autorisation écrite et préalable de l'organisateur, l'exposant ne peut présenter des matériels, produits ou services autres que ceux énumérés dans la demande de participation et répondant à la nomenclature de produits ou services établie par l'organisateur.

Sauf stipulation expresse contraire, la présentation et l'offre de matériels ou produits d'occasion sont interdites.

L'exposant ne peut présenter que des produits dont il est producteur ou distributeur : dans cette hypothèse, il joint à sa demande de participation la liste des marques dont il se propose de promouvoir les produits ou les services.

06.05 Interdiction de publicité pour des services relevant de professions réglementées - Les exposants s'interdisent de promouvoir l'activité de praticiens ou d'établissements relevant de professions réglementées excluant toute publicité (ex. activité médicale...).

06.06 Maintien de la propreté de l'espace d'exposition - La tenue de l'espace d'exposition doit demeurer impeccable tout au long de la manifestation, le nettoyage, à la charge de l'exposant, devant être fait chaque jour et achevé pour l'ouverture de la manifestation au public.

06.07 Responsabilité de l'exposant en cas de vol sur son espace d'exposition - La mise à disposition d'un espace n'est pas un contrat de dépôt. En cas de vol sur un espace, l'exposant ne peut se retourner contre l'organisateur.

06.08 Maintien de l'offre présentée sur l'espace d'exposition jusqu'au terme de la manifestation - Les exposants ne dégarnissent pas leur espace et ne retirent aucun de leurs articles avant la fin de la manifestation, même en cas de prolongation de celle-ci.

06.09 Qualité de la présentation de l'offre au public - Les emballages en vrac, les housses utilisées pendant les heures de fermeture, les objets ne servant pas à la présentation de l'offre, le vestiaire du personnel doivent être soustraits au regard des visiteurs. A l'inverse, il est interdit de laisser les articles exposés recouverts pendant les heures d'ouverture de la manifestation. L'organisateur se réserve le droit de retirer ce qui recouvrirait les articles sans pouvoir être rendu, en aucune façon, responsable des dommages ou pertes qui pourraient en résulter.

06.10 Règlementation de la distribution et de la consommation d'alcool - La vente et la consommation d'alcool sont, sous réserve du respect de la loi applicable et du règlement particulier de la manifestation, autorisées sauf aux mineurs de moins de 18 ans.

06.11 Législation anti-tabac - Il est, en application de la loi, strictement interdit de fumer dans l'enceinte d'un établissement recevant du public en dehors des emplacements réservés à cet effet. Le fait de fumer hors des emplacements réservés est passible d'une amende forfaitaire (contravention de 3^e classe). Le fait de ne pas avoir mis en place les normes applicables aux emplacements réservés ou la signalisation y afférant, est sanctionné par une amende forfaitaire (contravention de 4^e classe).

06.12 Constat écrit des manquements signalés - Le non-respect de l'une des dispositions de ce chapitre fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

CHAPITRE 7 - ACCES A LA MANIFESTATION

07.01 Titre d'accès - Seuls les laissez-passer, les cartes d'invitation et les billets d'entrée délivrés par l'organisateur peuvent donner accès à la manifestation commerciale.

07.02 Droit de l'organisateur d'interdire l'accès ou de faire expulser toute personne - L'organisateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou de faire expulser toute personne, visiteur ou exposant, dont la présence ou le comportement seraient préjudiciables ou de nature à porter atteinte :

- aux intérêts protégés des consommateurs ou à l'éthique des affaires,
- à la sécurité, la tranquillité ou l'image de la manifestation,
- à l'intégrité du site.

07.03 « Laissez-passer exposant » - Des titres d'accès donnant droit d'accès à la manifestation sont, dans les conditions déterminées par l'organisateur, délivrés aux exposants.

07.04 Cartes d'invitation - Des titres d'accès destinés aux contacts que les exposants désirent inviter sont, dans les conditions déterminées par l'organisateur, délivrés aux exposants. Les titres d'accès non utilisés ne sont ni repris, ni remboursés, ni échangés.

07.05 Interdiction de la commercialisation de titres d'accès par un exposant - La distribution, la reproduction, ou la vente par un exposant, en vue d'en tirer un profit, de titres d'accès émis par l'organisateur, est interdite et passible de poursuite judiciaire.

La vente à la sauvette des titres d'accès est un délit pénal passible d'interpellation et d'arrestation par les forces de police. Les peines encourues vont de 3.750 euros à 15.000 euros d'amende et de 6 mois à 1 an de prison. Est constitutif de vente à la sauvette le fait, sans autorisation ou déclaration régulière, d'offrir, de mettre en vente ou d'exposer en vue de la vente des biens ou d'exercer toute autre profession dans les lieux publics en violation des dispositions réglementaires sur la police de ces lieux (article 446-1 du Code pénal).

CHAPITRE 8 - CONTACT ET COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC

08.01 Obligation de dignité et de correction - Les exposants et leur personnel doivent adopter une tenue correcte et se comporter avec une parfaite correction envers toute personne : visiteurs (ni interpellation du client, ni débordement de l'espace d'exposition), autres exposants, organisateurs, gardiens, hôtesse ou tout autre prestataire.

Le non-respect de cette disposition fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

08.02 Présence de l'exposant - L'espace d'exposition doit être occupé par l'exposant ou son représentant en permanence pendant les heures d'ouverture aux exposants (y compris montage, livraisons et démontage) et en permanence pendant les heures officielles d'ouverture aux visiteurs.

Le non-respect de cette disposition fait l'objet d'un constat écrit de l'organisateur sur la base duquel il sera notamment fondé à refuser la participation de l'exposant aux sessions futures.

08.03 Elaboration et diffusion du « catalogue des exposants » - L'organisateur est seul titulaire des droits de publication et de vente du catalogue des exposants, ainsi que des droits se rapportant à la publicité contenue dans ce catalogue. Il peut concéder tout ou partie de ces droits.

Les éléments nécessaires à la rédaction et à la publication du catalogue, sous sa forme imprimée et électronique, sont fournis par les exposants sous leur seule responsabilité.

08.04 Diffusion des renseignements fournis par les exposants - Les exposants autorisent l'organisateur à publier, sous forme numérique ou imprimée, les renseignements fournis sur le site internet de la manifestation, dans le catalogue des exposants et dans tout autre support concernant la manifestation (guides de visite, plans muraux...).

L'organisateur demande aux exposants leur autorisation, au moment de leur inscription ou postérieurement, pour utiliser, dans tout support de communication ou document de prospection, leur nom et leur image (enseigne, logo, produits ou services, espace d'exposition) aux fins de publicité et de promotion de la manifestation.

L'exposant qui accorde son autorisation est présumé avoir recueilli celle de ses salariés et sous-traitants pour l'utilisation de leur image par l'organisateur lors de la manifestation commerciale.

Lorsque l'exposant a accordé son autorisation, la responsabilité de l'organisateur, du producteur ou du distributeur ne peut être recherchée à raison de la diffusion, pour les besoins de la manifestation, en France et à l'étranger, sous format numérique ou imprimé, de son image ou de celles de son espace d'exposition, enseigne, marque, personnel, produits ou services.

08.05 Apposition d'affiches - L'organisateur se réserve le droit exclusif de l'affichage dans l'enceinte de la manifestation. L'exposant ne peut donc utiliser, sur son espace d'exposition, que des visuels -affiches ou enseignes- consacrés à la promotion de son entreprise et de ses produits ou services, dans le respect des prescriptions concernant la décoration générale. L'organisateur peut faire retirer les visuels qui ne respectent pas cette disposition.

08.06 Distribution de supports et produits promotionnels - Les brochures, catalogues, imprimés ou objets de toute nature ne peuvent être distribués par les exposants que sur leur espace d'exposition. Aucun prospectus relatif à des produits, marques ou services non exposés ne peut être distribué sans l'autorisation écrite de l'organisateur.

08.07 Distribution de supports et produits divers autres que promotionnels - Réalisation d'enquêtes d'opinion - La distribution ou la vente de journaux, périodiques, prospectus, billets de tombola, insignes, bons de participation, même si elle a trait à une œuvre de bienfaisance, les enquêtes d'opinion sont interdites dans l'enceinte de la manifestation et ses abords immédiats, sauf dérogation accordée par l'organisateur.

08.08 Attractions diverses - Toute publicité lumineuse, sonore ou audiovisuelle, et toute animation, spectacle ou démonstration susceptible de provoquer des attroupements dans les allées ou de porter nuisances aux autres exposants doivent être soumis à l'agrément préalable de l'organisateur. Celui-ci pourra revenir sur l'autorisation éventuellement accordée, en cas de gêne apportée à la circulation du public, aux exposants voisins ou au bon déroulement de la manifestation.

08.09 Promotion à haute voix et racolage - La promotion à haute voix et le racolage, de quelque façon qu'ils soient pratiqués, sont interdits. Les exposants ne doivent en aucun cas obstruer les allées ou empiéter sur celles-ci, sauf autorisation exceptionnelle, écrite et préalable de l'organisateur.

08.10 Information loyale du public - Les exposants veillent à informer loyalement le public sur les qualités, les prix, les conditions de vente et de garantie de leurs produits ou services de manière complète, objective et conforme à la réglementation. Ils ne se livrent à aucune publicité ou action quelconque susceptible d'induire en erreur ou de constituer une concurrence déloyale.

08.11 Information des consommateurs sur leur absence de droit de rétractation - Conformément aux dispositions de l'article L.121-97 du Code de la consommation, les exposants informent leurs clients consommateurs que leurs achats n'ouvrent pas droit à rétractation :

-au moyen d'une pancarte sur leur espace : les exposants affichent, de manière visible pour leurs clients consommateurs, sur un panneau ne pouvant pas être inférieur au format A3 et dans une taille de caractère ne pouvant être inférieure à celle du corps 90, la phrase suivante : « *Le consommateur ne bénéficie pas d'un droit de rétractation pour tout achat effectué dans [cette foire] ou [ce salon] ou [sur ce stand]* » (arrêté ministériel du 12 décembre 2014) ;

-au moyen d'un encadré dans leurs offres de contrats : les offres de contrats conclues par les exposants avec des clients consommateurs mentionnent, dans un encadré apparent situé en en-tête du contrat, et dans une taille de caractère qui ne peut être inférieure à celle du corps 12, la phrase suivante : « *Le consommateur ne bénéficie pas*

d'un droit de rétractation pour un achat effectué dans une foire ou dans un salon » (arrêté ministériel du 12 décembre 2014).

Cette absence de droit à rétractation ne s'applique pas pour les contrats faisant l'objet d'un contrat de crédit à la consommation et ceux résultant d'une invitation personnelle à se rendre sur un espace d'exposition pour venir y chercher un cadeau.

08.12 Vente au public avec enlèvement de la marchandise - Conformément à la réglementation des manifestations commerciales, la vente avec enlèvement de la marchandise (également appelée *vente directe, vente à emporter* ou *vente sur place*), peut être pratiquée :

-sans limitation de montant dans les foires et salons dits « grand public » dont l'accès, payant ou gratuit, est ouvert à tout public (définition de l'article R.762-4 du code de commerce) ;

-dans la limite d'un montant de 80 euros et pour le seul usage personnel de l'acquéreur (article D 762-13 du code de commerce) dans les salons dits « professionnels » dont l'accès, payant ou gratuit, n'est pas ouvert à tout public (définition de l'article L. 762-2 du code de commerce).

08.13 Conformité des produits et services présentés à l'occasion de la manifestation aux réglementations applicables - Les exposants s'engagent à ne présenter que des produits et services conformes à la réglementation française ou européenne. Ils assument l'entière responsabilité de leurs produits vis à vis des tiers, la responsabilité de l'organisateur ne pouvant, en aucune façon, être engagée en cas de non-respect des lois par l'exposant.

08.14 Conformité de l'activité commerciale exercée à l'occasion de la manifestation à la réglementation en général - Il appartient à l'exposant d'accomplir les formalités que requiert sa participation à la manifestation au regard notamment de la réglementation du travail, de la réglementation douanière pour les marchandises en provenance de l'étranger, et de la réglementation de l'hygiène pour les produits alimentaires ou les espèces animales.

CHAPITRE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROITS D'EXPLOITATION OU DE COMMERCIALISATION

09.01 Droits de propriété intellectuelle, d'exploitation et de commercialisation relatifs aux produits et services présentés - L'exposant fait son affaire des droits de propriété intellectuelle, d'exploitation ou de commercialisation portant sur les produits et services qu'il expose (brevets, marques, modèles, exclusivités de distribution...). Ces mesures doivent être prises avant la présentation des produits ou services sur la manifestation, l'organisateur n'encourant aucune responsabilité dans ce domaine, notamment en cas de différend avec un autre exposant ou un visiteur.

L'organisateur se réserve la possibilité d'exclure les exposants déjà condamnés pour des faits de contrefaçon.

09.02 Action en contrefaçon à l'encontre d'un exposant concurrent - Conformément à la Recommandation générale de lutte contre la contrefaçon adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 19 juin 2008 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>, tout exposant qui envisage d'intenter une action administrative ou judiciaire sur le fondement de la contrefaçon à l'encontre d'un exposant concurrent s'engage à prévenir préalablement l'organisateur de la manifestation commerciale.

09.03 Déclaration et acquittement de droits à la SACEM - Chaque exposant s'acquiesce de ses obligations envers la SACEM s'il diffuse de la musique sur son espace d'exposition pour quelque besoin que ce soit, l'organisateur déclinant toute responsabilité à ce titre.

09.04 Prises de vue dans l'enceinte de la manifestation - Sauf autorisation écrite de l'organisateur, les prises de vue (photographies ou films) autres que celles particulières à l'espace de l'exposant ne sont pas autorisées dans l'enceinte de la manifestation. L'accréditation vaut autorisation écrite de prendre des prises de vue sous réserve du respect du droit à l'image des tiers.

09.05 Prises de vue portant sur un espace d'exposition - La photographie de certains objets dans un espace d'exposition peut être interdite à la demande de l'exposant.

CHAPITRE 10 – ASSURANCE

10.01 Souscription par l'exposant d'un contrat d'assurance - Outre l'assurance couvrant les objets exposés et plus généralement tous les éléments mobiles ou autres lui appartenant, l'exposant est tenu de souscrire, à ses propres frais, soit auprès de son propre assureur, soit auprès de l'assureur agréé par l'organisateur, toute assurance couvrant les risques que lui-même et son personnel encourent, ou font encourir à des tiers. Il devra en justifier, dès confirmation de son inscription, par la production d'une attestation. L'organisateur n'encourt aucune responsabilité, notamment en cas de perte, vol ou dommage.

Lorsque la valeur des objets exposés le justifie, l'organisateur peut prévoir dans le règlement particulier que lesdits objets seront assurés pour leur valeur réelle ou à dire d'expert.

10.02 Proposition par l'organisateur d'un contrat groupe - L'organisateur peut faire bénéficier les exposants d'un contrat groupe.

CHAPITRE 11 - DEMONTAGE ET EVACUATION DES ESPACES D'EXPOSITION

11.01 Présence sur l'espace d'exposition - L'exposant, ou son représentant, est tenu d'être présent sur son espace dès le début du démontage et jusqu'à évacuation complète.

11.02 Charte UNIMEV - L'exposant est tenu de se conformer pendant la période de démontage à la charte professionnelle visant à organiser l'hygiène et la sécurité des salariés en situation de coactivité pendant les opérations de montage et de démontage des manifestations commerciales adoptée par UNIMEV en assemblée générale le 2 juillet 2010 et disponible à l'adresse <http://www.unimev.fr/>.

11.03 Evacuation de l'espace d'exposition - L'évacuation de l'espace d'exposition, des marchandises et décorations particulières, ainsi que des déchets des matériaux ayant servi à la décoration, doit être faite par l'exposant dans le délai fixé par l'organisateur.

En cas de non démontage des installations par l'exposant dans le délai indiqué, l'organisateur sera en droit de procéder à la destruction des installations et marchandises abandonnées, sans être tenu d'en rembourser la valeur à l'exposant.

Le non-respect par un exposant de la date limite d'occupation des emplacements autorise l'organisateur à réclamer le paiement de pénalités de retard, de dommages-intérêts et de tous frais engagés pour évacuer l'emplacement.

11.04 Recyclage des déchets - L'évacuation se fait en conformité avec les règles en vigueur en matière sanitaire et selon des modalités compatibles avec l'exécution du service de collecte et d'élimination des déchets. L'organisateur peut proposer des prestations d'évacuation et de recyclage des déchets.

11.05 Responsabilité en cas de détérioration des emplacements et matériels mis à disposition - L'exposant laisse l'emplacement, les décors et matériels mis à sa disposition dans l'état où il les a trouvés. Toute détérioration causée par ses installations ou marchandises au matériel, au bâtiment ou au sol occupé sera mise à la charge des exposants responsables.

CHAPITRE 12 - APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT GENERAL ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

12.01 Sanction des infractions au règlement - Toute infraction aux dispositions du présent règlement, au règlement particulier le complétant, ou aux spécifications du « guide » ou « manuel de l'exposant » édicté par l'organisateur, peut entraîner, au besoin avec l'assistance de la force publique, l'exclusion de l'exposant contrevenant. Dans une telle situation, le solde non encore acquitté du prix de la prestation fournie par l'organisateur reste dû sans préjudice de toute somme restant due ou des frais engagés pour fermer l'espace d'exposition.

12.02 Différends entre participants à la manifestation - En cas de différend résultant de la commission d'un dommage par un participant au préjudice d'un autre participant à la manifestation, les deux parties s'efforcent de régler cette affaire dans les meilleures conditions. L'organisateur est informé mais n'a aucune obligation d'agir comme médiateur ou arbitre.

12.03 Différends entre exposants et clients/visiteurs - En cas de différend survenant entre un exposant et un client ou un visiteur, l'organisateur ne peut en aucun cas être considéré comme responsable. Il est informé du différend mais n'a aucune obligation d'agir comme médiateur ou arbitre.

L'organisateur peut toutefois prévoir dans le règlement particulier de la manifestation la mise en place d'une procédure de médiation en vue de résoudre les différends entre exposants et consommateurs.

12.04 Respect de la tranquillité et de l'image de la manifestation - Quel qu'en soit le bien-fondé, les doléances d'un exposant à l'égard d'un autre exposant ou de l'organisateur sont évoquées à l'écart des espaces de la manifestation ouverts au public et ne doivent, en aucune façon, en troubler la tranquillité ou l'image.

12.05 Contestations - Mise en demeure - Prescription - En cas de contestation ou de différend avec l'organisateur, quel qu'en soit l'objet, l'exposant s'engage à soumettre sa réclamation à l'organisateur avant toute procédure, par lettre recommandée avec accusé de réception. Toute action introduite avant l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la réception de ladite lettre sera irrecevable.

Conformément à l'article 2254 du Code civil, les parties conviennent de fixer à 1 an le délai de prescription des droits et actions relatifs à la responsabilité que l'organisateur est susceptible d'encourir soit de son propre fait, fusse d'un préposé, soit du fait d'un tiers, quelle qu'en soit la cause. Ce délai court à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu à l'alinéa précédent.

12.06 Tribunaux compétents - En cas de contestation, les tribunaux du lieu de la manifestation commerciale sont seuls compétents. Exceptionnellement, si la manifestation commerciale organisée par une entreprise ayant son siège en France se déroule à l'étranger, le tribunal compétent sera celui du siège social de l'organisateur.

CHAPITRE 13 – TERMINOLOGIE

13.01 Terminologie - En cas de doute sur une définition, il convient de se reporter au document ISO 25639-1 Norme Internationale – Terminologie du secteur des foires, salons, congrès ou manifestations commerciales.

Manifestation commerciale - Constituent des « manifestations commerciales » les événements énumérés à l'article R762-4 du Code du commerce. Chaque manifestation commerciale est sans rapport avec les sessions précédente ou suivante : c'est un événement unique défini par un nom, un lieu, une date et une sélection de l'offre présentée au public, communément appelée « nomenclature ».

Règlement particulier - On entend par « règlement particulier » l'ensemble des dispositions spécifiques à la manifestation que l'organisateur et l'exposant s'engagent à respecter. En l'absence de disposition statuant sur un point précis, les dispositions du présent Règlement général s'appliquent.

Guide ou manuel de l'exposant - On entend par « guide » ou « manuel de l'exposant » le document remis, envoyé ou diffusé sur Internet par l'organisateur au moment de la demande de participation de l'exposant, contenant les informations pratiques relatives à la manifestation, les règles et réglementations, les formulaires pour commander des services et toutes autres informations utiles à l'exposant.

Catalogue - On entend par « catalogue de la manifestation commerciale » le document sous format numérique ou imprimé contenant la liste des exposants, le détail de leurs contacts, les numéros des espaces d'exposition et toutes autres informations relatives à la manifestation commerciale.

13.02 Version anglaise du présent règlement - Les éventuelles difficultés d'interprétation du présent Règlement général dans sa version anglaise sont résolues par référence au sens du Règlement général dans sa version française.

RÈGLEMENT COMPLÉMENTAIRE,

complément à la réglementation générale des Foires Expositions de France

Préambule

En cas de conflits ou de contradictions dans les conditions, les conditions particulières l'emportent.

1 - CONDITIONS D'ADMISSION

Les demandes d'inscription doivent être adressées à la SPL ALPEXPO - CS 52408 - 38034 GRENOBLE Cedex au plus tard 3 semaines avant l'ouverture de la manifestation. Toute demande d'admission, signée par une personne ayant qualité pour engager la firme exposante, doit être envoyée à l'Administration du Parc accompagnée de l'acompte spécifique à la demande de réservation comprenant le droit d'inscription.

Chaque demande d'admission est définitive et irrévocable de la part du demandeur. L'administration du Parc statue à toute époque sur les refus ou les admissions.

Le candidat Exposant dont la demande d'admission a été refusée ne pourra se prévaloir du fait qu'il a été admis à des manifestations antérieures ou que son adhésion a été sollicitée. Il ne pourra non plus invoquer la correspondance échangée avec l'Administration du Parc, l'encaissement de redevances ou la publication de son nom sur une liste quelconque.

Le rejet de l'admission ne pourra donner lieu au paiement d'aucune indemnité autre que le remboursement des sommes versées, hormis le droit d'inscription qui reste acquis.

Ce droit, exigible par section ou emplacement, est dû par tout demandeur, même s'il partage son emplacement avec d'autres exposants.

Les exposants désirant présenter des objets ou produits provenant de maisons diverses sont tenus de déclarer le nom et l'adresse de ces maisons.

En signant sa demande d'admission, le candidat Exposant reconnaît accepter sans réserve, après en avoir pris connaissance, les règlements de la Fédération des Foires et salons de France, du Parc des Expositions de GRENOBLE et il s'interdit la sous-location de son stand.

ALPEXPO pourra refuser toute demande d'admission s'il apparaît que le candidat n'a pas satisfait et/ou pas respecté l'ensemble des conditions applicables lors d'une manifestation précédente. Cette appréciation pouvant porter sur la personne morale, sur l'identité du gérant et de ses associés.

2 - CONDITIONS DE RÉGLEMENT

2.1 - Le paiement des frais d'inscription aux conditions stipulées au verso est impératif : le défaut même partiel de règlement d'un des termes aux échéances convenues, pourra entraîner la caducité de la réservation dans les conditions suivantes : au-delà d'un délai de 10 jours à compter de la date d'émission par ALPEXPO d'une LRAR portant rappel des conditions de paiement et non suivie d'effet, la réservation sera considérée de plein droit comme caduc et sans qu'il soit besoin d'en faire constater l'effet par le Juge. La date à considérer pour le délai de réponse ou de paiement du réservant à l'issue de la mise en demeure s'entend de la réception du courrier AR dans les locaux d'ALPEXPO.

A défaut de paiement du réservataire passé le délai de réponse indiqué ci avant, l'espace sera ré attribué par ALPEXPO.

Les sommes déjà versées seront conservées par l'organisateur.

En cas d'acceptation expresse et écrite d'ALPEXPO sur le maintien de la réservation au-delà des échéances prévues, le montant total de la réservation sera exigible et devra être acquitté au comptant, exclusivement au moyen d'un chèque barré ou d'un virement, au siège d'ALPEXPO dans les 8 jours francs suivant cet accord.

En tout état de cause aucun paiement, ni aucune demande de dérogation, ne pourront plus être reçus ni considérés dans les 15 jours précédant l'ouverture du salon.

2.2 - Inscription tardive : les candidats agréés par suite d'un désistement d'exposant ou après la date limite d'inscription devront acquitter la totalité des sommes dues sur présentation de facture et en tout état de cause avant la prise de possession du stand.

Le paiement sera effectué exclusivement par chèque barré à l'ordre de la SPL ALPEXPO, virement ou carte bancaire.

3 - DÉSISTEMENT EXPOSANT

Toute annulation doit être faite par lettre recommandée avant le 30^e jour précédant l'ouverture.

En cas d'annulation par l'exposant, l'acompte de 30 % sera retenu pour frais de dossier. En cas d'annulation au-delà du 30^e jour précédant l'ouverture du salon, la totalité de la participation est due à l'organisation.

4 - EMPLACEMENTS ET DROIT D'OCCUPATION

Dans le cas où un stand ne serait pas en conformité avec le cahier des charges hygiène et sécurité inclus dans le Guide de l'Exposant, l'Administration du Parc se réserve le droit de procéder à sa fermeture immédiate aux frais de l'Exposant et sans qu'aucun remboursement ni indemnité ne soient exigibles par celui-ci.

Les demandes d'admission sont faites et acceptées pour la manifestation elle-même et non pour un emplacement déterminé.

Les plans établis peuvent être modifiés par suite de circonstances diverses ou imprévisibles.

L'Administration du Parc détermine souverainement les emplacements. En aucun cas, le fait d'avoir occupé un emplacement ne peut donner à quiconque un droit de propriété ou de priorité pour cet emplacement dont l'attribution appartient exclusivement à l'Administration du Parc.

Le fait de solliciter un stand d'angle n'en donne pas forcément l'attribution.

Il sera néanmoins tenu compte des désirs particuliers, eu égard notamment à la nature des produits exposés et aux possibilités.

Le fait de n'avoir pu obtenir l'emplacement ou la surface sollicité ne constitue pas un motif de réclamation.

Le fait d'être admis à participer à la manifestation entraîne l'obligation d'occuper l'emplacement attribué, comme celle de le laisser installé jusqu'à la fin de la manifestation.

Pendant toute la durée de la manifestation, les produits ou marchandises devront être présentés obligatoirement au public par l'Exposant, chaque jour depuis l'ouverture jusqu'à la fermeture.

De ce fait, il est interdit de laisser les stands fermés pendant les heures d'ouverture. Les housses ou tous autres moyens de protection recouvrant les objets et marchandises exposés ne seront plus tolérés à partir de l'heure d'ouverture. Dans le cas contraire, l'Administration du Parc se réserve le droit d'ouvrir le stand au préjudice de l'Exposant.

Il sera mis à la disposition des Exposants, sous halls couverts principalement, des stands de 3 mètres sur 3 mètres. L'Administration du Parc se réserve le droit de limiter les surfaces demandées.

Il est interdit de placer des objets quelconques (enseignes, etc.) en saillie sur la façade extérieure ou au-dessus des allées, et de disposer d'une façon quelconque des espaces réservés à la circulation des visiteurs.

Lorsque la façade d'un stand est constituée par un comptoir, celui-ci devra être placé en recul de 0,30 mètres par rapport à l'allée, sans que l'Exposant puisse réclamer de ce fait une diminution du montant des droits d'occupation.

Il est interdit de surélever les séparations entre les stands. De même l'utilisation de volume au-dessus de 2,50 mètres du sol ne peut se faire avec des agencements opaques afin de ne pas gêner les Exposants voisins.

Les cloisons ou agencements volant la vue sur les stands voisins ou déparant de l'avis de l'Administration du Parc, l'harmonie d'ensemble, sont interdits. Les vélums ne doivent pas dépasser une hauteur de 3-mètres. Leur montage ne doit pas prendre appui sur les cloisons afin d'en éviter la dégradation. Les façades donnant sur les voies de passage ne peuvent être cloisonnées afin de ne pas gêner la vue sur les stands voisins.

Il est interdit à tous les Exposants d'utiliser le niveau au-dessus des stands pour aménager une galerie d'exposition, de coller du papier sur les murs ou les cloisons et d'accrocher des enseignes au plafond ou aux installations d'éclairage sauf autorisation de la direction.

Les stands seront mis à la disposition des Exposants aux dates et heures indiquées sur le document annexe, remis avec la confirmation de stand.

L'Administration du Parc se réserve le droit d'accorder toute dérogation nécessaire sur demande justifiée dont elle reste seule juge.

Chaque Exposant sera mis en possession de son stand, sur justification du versement du solde du montant de ses droits d'occupation (certificat d'admission). L'autorisation de travailler dans les locaux sera refusée à tout Exposant qui ne serait pas en règle.

Si l'Exposant n'a pas pris possession de son stand la veille de l'ouverture avant midi, l'Administration du Parc le considérera comme démissionnaire et disposera de son stand sans qu'il puisse prétendre au remboursement des sommes versées, ni considérer ces dernières comme un avoir pour une autre année ou une autre manifestation.

L'Administration du Parc se réserve également le droit de disposer, dans les mêmes conditions des stands retenus par des Exposants qui n'auraient pas acquitté intégralement les sommes dues.

La décoration et l'aménagement des stands sont à la charge des Exposants. Ils y procèdent selon leur goût,

à la condition de ne pas nuire à la décoration et à l'harmonie générale, ni de gêner des Exposants voisins. Ils peuvent être amenés à suivre le thème général de la décoration défini par l'Administration du Parc.

Ladite Administration se réserve le droit de demander une description détaillée du stand comportant la désignation du montage et de la décoration. Elle se réserve également le droit d'accepter ou non cette présentation, de façon à permettre une unité d'exposition.

En cas de présentation insuffisante, l'Administration du Parc pourra faire procéder aux frais de l'Exposant, à la pose d'une décoration convenable.

5 - INTERDICTIONS GÉNÉRALES

Il est rappelé que le respect de l'image de la manifestation, la tranquillité des visiteurs et la jouissance des autres exposants est une obligation essentielle du présent contrat.

Sont formellement interdits, sous peine d'exclusion de la manifestation :

1) La publicité au moyen de radio, phono, haut-parleur, instrument de musique, et en général toute attraction ou spectacle sauf autorisation spéciale.

Les publicités à l'aide de télévision devront être signalées à l'Administration du Parc qui pourra donner une autorisation provisoire. Les émissions autorisées devront être intermittentes et discrètes de façon à ne pas gêner les Exposants voisins.

Au cas où l'Administration du Parc déciderait, dans l'intérêt général, de retirer le droit d'émission, l'exposant s'engage à se conformer aux instructions données. L'infraction à cet article du règlement peut entraîner le démontage de l'appareil incriminé aux frais de l'exposant, sans donner droit à une indemnisation.

2) Toute forme de racolage ou de démarchage commercial des visiteurs en dehors des stands. Ainsi que la réclame à haute voix et la vente postale.

3) La distribution de tous bons publicitaires ou de primes ne faisant pas l'objet du commerce installé dans le stand.

4) La présentation et la vente de tous articles ou produits non déclarés sur la demande d'admission.

5) La cession ou la sous-location, à titre onéreux ou gratuit, de tout ou partie du stand.

6) L'emploi de tous matériaux non conformes aux normes de sécurité.

7) L'enlèvement des enseignes ou des numéros de stands fixés par le Parc sur les stands.

8) L'emploi de toutes marchandises dangereuses, insalubres ou dégageant des odeurs désagréables ou nuisibles. L'utilisation de tous matériaux dangereux pour le public ainsi que toutes installations ou enseignes susceptibles de nuire à l'aspect général.

Il ne sera toléré aucune publicité ou objet dépassant la hauteur maximum fixée par le Parc des Expositions.

9) La détérioration de quelque manière que ce soit des cloisons, planchers, plafonds et de tout matériel fourni par le Parc. Il est interdit de clouer, de peindre et de coller sur les cloisons. Toute infraction entraînerait la responsabilité pleine et entière de l'Exposant en cas de détérioration, de gêne pour les voisins ou d'accident. L'Exposant devra, après constatation des deux parties, acquitter immédiatement le montant des dégâts occasionnés par son fait.

10) La circulation de tous véhicules à l'intérieur des halls.

11) L'empiètement sur les allées ou les stands voisins sous quelque forme que ce soit.

12) La vente de billets de tombola, bons de participation, insignes, brochures, etc. ayant trait à une œuvre ou une manifestation même bienfaisante, est rigoureusement interdite dans l'enceinte de la manifestation dans les stands des Exposants, au restaurant et aux buvettes ainsi qu'aux entrées de la manifestation. L'exposition des lots, dans les mêmes conditions est également interdite sauf autorisation spéciale.

13) La démonstration sur estrade surélevée ainsi que la vente entre rideaux fermés.

14) Surfaces extérieures interdites aux camions de plus de 6 m de long et aux chapiteaux sans autorisation de l'organisateur.

Toute infraction à cette clause du règlement entraînera l'expulsion immédiate du ou des contrevenants, en plus des poursuites qui pourraient en résulter vis-à-vis des personnes ou sociétés qui en seraient les auteurs.

15) Le non respect répété des commandes effectuées par les visiteurs et le défaut d'affichage de prix. Cette interdiction est également appréciée au niveau des personnes présentes sur le stand et pas seulement de la structure juridique.

16) La présentation aux visiteurs de contrats non conformes à la réglementation applicable à l'activité de l'exposant.

6 - BADGES D'ENTRÉE ET CERTIFICAT D'ADMISSION

Il sera remis gratuitement à chaque Exposant des badges permanents pour le personnel de stand proportionnellement à la surface attribuée.

Celui-ci pourra néanmoins se procurer des badges supplémentaires à titre onéreux. Les badges permanents perdus ne pourront être remplacés qu'à titre onéreux. Les badges permanents ne seront délivrés que sur présentation du certificat d'admission.

Le certificat d'admission qui est la seule pièce attestant la qualité de participant à la manifestation n'est remis aux Exposants qu'après paiement du solde de leur décompte.

Les Exposants ne pourront donc prendre possession de leur stand que sur la présentation du certificat d'admission à présenter à l'entrée du site ALPEXPO.

7 - INSTALLATION DES STANDS

Les stands sont livrés nus, sans plancher. Le revêtement du sol est à la charge de l'Exposant. A l'exception de certains secteurs, des panneaux de cloisonnement séparent les stands : voir détail sur demande d'admission. Les tentures et revêtement ne doivent en aucun cas être collés sur les panneaux ; seules les punaises ou agrafes sont admises (pas de pointes, ni de clous). Les agrafes ou autres devront être retirées des cloisons ou planchers lors du départ.

Les vélums sont autorisés à la condition d'être incombustibles ou, tout au moins, ininflammables.

Le positionnement en hauteur des stands et signalétiques par les exposants ne doit pas excéder une hauteur de 4 mètres du sol.

Les Exposants seront tenus pour responsables financièrement des détériorations provoquées par eux-mêmes, leurs transporteurs, leurs décorateurs ou installateurs, tant au montage qu'au démontage des stands.

Les Exposants sont impérativement tenus de respecter les règles de sécurité concernant les travaux de décoration et d'éclairage de leur stand. La Commission Départementale de Sécurité jouit d'une pleine autorité pour obliger les Exposants à se conformer à la réglementation en vigueur. Elle peut exiger le démontage de tout ou partie des éléments de décoration et même demander la fermeture du stand.

Seuls seront autorisés le transport de matériel par chariots ou les bagages à main.

8 - OUVERTURE ET FERMETURE

Les heures d'ouverture et de fermeture devront être rigoureusement observées par les Exposants.

L'administration du Parc se réserve le droit de modifier cet horaire, même au cours de la manifestation. Tout changement à ce sujet sera porté à la connaissance des Exposants.

Le droit d'accès est payant, le prix étant fixé par l'Administration du Parc.

Aucun véhicule ne pourra circuler dans l'enceinte de la manifestation pendant les heures d'ouverture au public. Le stationnement devant les entrées ou sorties de secours est strictement interdit.

9 - DÉMÉNAGEMENT

Les objets exposés, le matériel et les installations devront être enlevés par les Exposants dans les deux jours qui suivront la clôture. Passé ce délai, l'Administration du Parc se réserve le droit de les faire enlever et déposer, aux frais et risques de l'Exposant, chez un tiers consignataire de son choix, sans engager la responsabilité de celui-ci.

10 - RÉGLEMENTATION COMMERCIALE

Les Exposants s'engagent à respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne les prix et la qualité. Ils devront se conformer strictement aux règles concernant l'affichage des prix et celles concernant l'information de la clientèle.

11 - CONTESTATION

En cas de contestation, seuls les tribunaux de GRENOBLE sont compétents.

L'administration de la Foire se réserve le droit de statuer sur tous les cas non prévus au présent règlement et ses décisions, prises sans appel, seront immédiatement exécutoires.

EN CAS DE LITIGE, SEUL LE TEXTE FRANÇAIS FAIT FOI.